

Intervention de S.E. Monsieur Jean Asselborn
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg

Réunion publique du Conseil de sécurité dédiée à la Syrie

New York, le 27 septembre 2013

Monsieur le Président,

La résolution que nous venons d'adopter à l'unanimité est un jalon historique. Elle contient des éléments forts et précis pour contraindre la Syrie à respecter ses obligations, pour empêcher que l'arme chimique ne soit, une nouvelle fois, utilisée en Syrie.

Le Conseil de sécurité a ainsi mis en place un mécanisme robuste, engendrant des obligations juridiquement contraignantes par le biais de mesures de vérification rigoureuses. L'objectif est clair. Il ne saurait prêter à équivoque. La Syrie se doit de coopérer pleinement avec l'OIAC, avec les Nations Unies, en vue du démantèlement de son programme d'armes chimiques dans les délais les plus rapprochés.

Si les autorités syriennes respectent pleinement leurs obligations, cette résolution permettra d'éliminer l'un des plus importants programmes d'armes chimiques dans le monde par des moyens non-militaires. Nous avons tous été témoins, il y a un mois, du terrible massacre à l'arme chimique dans les banlieues de Damas. Ce qui s'est passé le 21 août, chacun d'entre nous a pu le voir de ses propres yeux sur des dizaines de vidéos, des images insoutenables de l'agonie des victimes, de dizaines de cadavres d'enfants alignés. Il importe que de tels événements ne se reproduisent plus jamais.

Cette résolution constitue également une percée sur le plan normatif. Pour la première fois, le Conseil de sécurité détermine que l'emploi d'armes chimiques, où qu'il adienne, représente une menace à la paix et à la sécurité internationales. Ceci autorisera le Conseil de sécurité à se saisir automatiquement de cette question à l'avenir. Il s'agit là d'une avancée significative.

La résolution innove également sur un autre point critique. Pour la première fois, le Conseil de sécurité a pu se mettre d'accord pour endosser le communiqué de Genève du 30 juin 2012, appelant à la création d'un organe de gouvernement transitoire doté des pleins pouvoirs exécutifs en Syrie.

L'adoption de cette résolution, aussi importante soit-elle, ne mettra pas fin à la guerre, ni aux énormes souffrances des populations syriennes. A terme, les défis d'ordre humanitaire et sécuritaire ne pourront se résoudre autrement que par une issue politique négociée à la crise. La Syrie doit s'engager dans un processus de transition politique qui réponde aux aspirations de tous les Syriens. Par conséquent, nous encourageons toutes les parties concernées à mettre à profit la dynamique positive créée sur le dossier des armes chimiques pour avancer enfin vers une cessation des

hostilités, vers la tenue de Genève II, et vers la nécessaire transition politique en Syrie. Tout délai n'entraînera que plus de morts, plus de souffrances.

Monsieur le Président,

Si l'attention s'est portée à juste titre ces derniers jours sur la question des armes chimiques, nous ne pouvons, nous ne devons pas oublier la catastrophe humanitaire qui continue de se dérouler en Syrie et dans les pays voisins, en particulier au Liban et en Jordanie, mais aussi en Iraq et en Turquie.

Permettez-moi de citer le Haut-Commissaire pour les réfugiés, António Guterres : « La Syrie est devenue la grande tragédie de ce siècle – une calamité humanitaire indigne avec des souffrances et des déplacements de populations sans précédent dans l'histoire récente ». Les Syriens ont besoin d'assistance, maintenant. Et ils y ont droit en vertu des critères d'humanité les plus élémentaires codifiés dans le droit international humanitaire. Il est urgent que la Syrie réponde aux demandes des acteurs humanitaires, qu'elle facilite l'accès immédiat, libre et sans entrave aux populations affectées. Il est urgent de lever les obstacles bureaucratiques, d'assurer l'acheminement des fournitures médicales, d'établir des pauses humanitaires, d'ouvrir des routes humanitaires et de permettre l'accès transfrontalier et à travers les lignes de front aux populations affectées.

Avec l'Australie, le Luxembourg s'emploie à amplifier les demandes des acteurs humanitaires aux parties au conflit en Syrie, à les ancrer dans un message commun de ce Conseil. Nous espérons que ces efforts aboutiront très prochainement avec l'adoption d'un texte fort sur l'humanitaire. Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités sur ce point également.

En conclusion, permettez-moi de réitérer notre conviction que les auteurs des crimes perpétrés le 21 août dernier, et ceux à l'origine de toutes les autres atrocités commises en Syrie depuis le début des hostilités, doivent être tenus responsables de leurs actes. Le moment est venu de référer enfin la situation en Syrie à la Cour pénale internationale.

Je vous remercie de votre attention.

Official translation – S/PV.7038

Mr. Asselborn (Luxembourg) (spoke in French): Resolution 2118 (2013), which we have just adopted, is a historic milestone. It contains strong, specific elements to constrain Syria to respect its obligations and to prevent chemical weapons from being used once again in Syria. The Security Council has thus put in place a robust mechanism that creates legally binding obligations through rigorous verification measures. The objective is clear and cannot be misinterpreted. Syria must fully cooperate with the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons and the United Nations with a view to dismantling its chemical arms programme as quickly as possible.

If the Syrian authorities fully respect their obligations, the resolution will make it possible to eliminate one of the most significant chemical weapons programmes in the world through non-military means. We all bore witness a month ago to the terrible massacre in the suburbs of Damascus using chemical weapons. Each of us saw with our own eyes, on dozens of videos, the events of 21 August — unbearable images of victims in agony, and dozens of children's corpses in rows. It is important that such events never recur.

Today's resolution also represents a breakthrough on the normative level. For the first time, the Security Council has determined that the use of chemical weapons, wherever it occurs, is a threat to peace and international security. That authorizes the Council to be seized automatically of the issue in future. That is significant progress. The resolution is also innovative in another critical area. For the first time, the Security Council was able to agree to endorse the Geneva communiqué of 30 June 2012 (S/2012/523, annex), which called for the creation of a transitional Government body with full executive powers in Syria.

The adoption of the resolution, as important as it is, will not put an end to the war or end the enormous suffering of the Syrian people. In the long run, the humanitarian and security challenges cannot be resolved other than through a negotiated political solution to the crisis. Syria must engage in a political transition process that responds to the aspirations of all Syrians. Consequently, we encourage all concerned parties to take advantage of the positive dynamic that has been created in this case of chemical weapons to progress towards a cessation of hostilities, towards the holding of "Geneva II", and towards the necessary political transition in Syria. Any delay will lead only to more death and more suffering.

While our attention is focused on the most recent chapters in recent days concerning chemical weapons, we cannot and must not forget the humanitarian catastrophe that continues to unfold in Syria and neighbouring countries, especially Lebanon and Jordan, but also in Iraq and Turkey. The United Nations High Commissioner for Refugees, Mr. António Guterres, has said that

"Syria has become the great tragedy of this century — a disgraceful humanitarian calamity with suffering and displacement unparalleled in recent history".

The Syrians need assistance, and they need it now. They enjoy the right to such assistance under the most elementary criteria of humanity enshrined in humanitarian international law. It is urgent that

Syria respond to the demands of humanitarian actors and that it facilitate immediate, unimpeded and free access to the affected populations. It is urgent that bureaucratic obstacles be lifted in order to ensure supplies of medical equipment, to establish humanitarian relief, and to open humanitarian routes, and to facilitate access to the affected populations across borders and the front lines.

With Australia, Luxembourg wishes to echo the demands of the humanitarian actors to the parties in conflict in Syria through a message sent by the entire Council. We hope that those efforts will lead very soon to the adoption of a strong humanitarian text. The Security Council must also shoulder its responsibility on that point as well. I listened with interest carefully to the words of the United Kingdom Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, Mr. William Hague, in that regard.

In conclusion, I reiterate our conviction that the perpetrators of the crimes committed on 21 August, as well as those behind all other atrocities committed in Syria since the onset of hostilities, must be held accountable for their acts. The time has come to finally refer the situation in Syria to the International Criminal Court.